

## **20221014 InfoMigrants**

<http://www.infomigrants.net/fr/post/44017/des-pratiques-du-passe--frontex-reagit-au-rapport-accablant-ses-dirigeants>

[Actualités](#)



Fabrice Leggeri, l'ancien patron de Frontex, a remis sa démission le 29 avril 2022. Crédit : Reuters

### **"Des pratiques du passé" : Frontex réagit au rapport accablant ses dirigeants**

Par [La rédaction](#) Publié le : 14/10/2022

L'agence de garde-frontières Frontex a réagi aujourd'hui à la publication par des ONG et médias de l'intégralité du rapport de l'OLAF, l'organe anti-fraude de l'Union européenne. Ce rapport accusant les dirigeants de Frontex d'avoir dissimulé des refoulements, en violation du droit international, avait fait grand bruit il y a plusieurs mois, jusqu'à pousser à la démission l'ex-patron Fabrice Leggeri.

Ce vendredi, l'agence des garde-frontières et des garde-côtes de l'Union européenne, [Frontex](#), a réagi à la publication de l'intégralité du rapport de l'OLAF (office européen de lutte anti-fraude) par plusieurs ONG et médias. "L'Agence prend au sérieux les conclusions des enquêtes, audits et examens, et les utilise comme des opportunités pour changer et s'améliorer", a déclaré Frontex dans [un communiqué de presse](#) paru aujourd'hui.

Ce rapport de l'OLAF [se concentrait sur les activités de Frontex en Grèce du printemps à l'automne 2020](#). Il révélait que Frontex n'avait pas traité correctement des preuves de refoulements d'exilés aux frontières maritimes et terrestre, allant jusqu'à les dissimuler. Or, ces "puschback" sont contraire au droit international et européen, puisqu'ils empêchent tout examen d'une demande de protection.

L'agence ne nie plus sa responsabilité dans les accusations détaillées par l'enquête de l'OLAF. Elle reconnaît volontiers de "graves fautes de conduites" commises par les dirigeants de Frontex d'alors. Le numéro un, Fabrice Leggeri, directeur général depuis 2015, [avait démissionné fin avril](#) face aux accusations relayées dans la presse.

## Changements dans les procédures de signalement

Plusieurs enquêtes journalistiques menées par le consortium Lighthouse Reports et publiées [notamment dans Le Monde](#), avaient ainsi démontré qu'entre mars 2020 et septembre 2021, Frontex avait enregistré des renvois illégaux dans les eaux grecques comme de simples "opérations de prévention au départ, menées dans les eaux turques".

Or, toutes les investigations menées par des médias menaient à la conclusion "que les responsables de Frontex [étaient] conscients des pratiques illégales des gardes-frontières grecs et [étaient] en partie impliqués dans les refoulements eux-mêmes", [écrivait le journal allemand Der Spiegel](#) en octobre 2021.

Aujourd'hui, Frontex qualifie ces actes répréhensibles de "pratiques du passé" dans son communiqué. L'agence affirme ainsi avoir pris, depuis, des "mesures correctives". Par exemple, Frontex déclare avoir renforcé les procédures de signalement des incidents graves, y compris en ce qui concerne les refoulements.

## D'autres conclusions d'enquêtes à venir

Enfin, Frontex assure avoir établi à la fin de l'été 2022 "un plan d'action pour réparer les torts du passé et du présent et pour engager un dialogue structuré" avec les autorités grecques.

InfoMigrants reçoit depuis plusieurs années des témoignages d'exilés victimes de "pushbacks" par les garde-côtes et garde-frontières grecs. À l'été 2021, [une Congolaise avait expliqué comment les garde-côtes avaient refoulé son embarcation en mer](#), mettant les passagers en danger. "Ils nous ont menacé avec leur armes (...) Ils ont tourné autour de nous, ce qui a fait de grandes vagues et du courant", avait-elle rapporté. Au mois de mai 2021, Samuel, un autre migrant d'Afrique subsaharienne, [avait raconté comment son embarcation avait été refoulée vers les côtes turques](#).

>> **À (re)lire :** [Environ 25 000 tentatives d'entrées en Grèce pour le seul mois d'août selon les autorités](#)

Au-delà de ces refoulements, d'autres enquêtes visent actuellement Frontex, notamment au sujet [de dissimulations de maltraitances commises sur des exilés en Hongrie et en Bulgarie](#). Frontex nie, jusqu'ici, avoir couvert ces violences. Elle avait expliqué officiellement n'avoir "pas autorité sur le comportement des polices aux frontières locales".

En attendant la progression de ces enquêtes, l'agence européenne prévoit de disposer d'un effectif propre de [10 000 garde-frontières et garde-côtes](#), à l'horizon 2027. Dans cette perspective, elle programme déjà des [commandes d'armes "létales et non-létales"](#).